



Patrice Nganang est désormais libre. On a du mal à s'en réjouir tant l'issue était prévisible.

Comme nous avons été nombreux à le dire, le pouvoir n'avait pas d'autre choix que de l'élargir tant les choses ont été faites en totale violation du droit d'une part, mais surtout en minimisant le rejet de ce pouvoir par la communauté internationale.

Si nous avons été nombreux à affirmer qu'il ne resterait pas en prison, je crois avoir été le seul à insister sur le fait que Paul Biya ne s'attaquait jamais ni au journaliste, ni à tous ceux qui utilisaient des noms d'oiseau pour le qualifier : que c'était là, l'une des seules notes favorables de son lourd dossier.

Le Chef de l'Etat n'est tout de même pas Lazare Kaptué.

On peut détester l'action du président de la République tout en restant honnête; qui peut en effet affirmer que cette libération l'a été sans son autorisation ?

Cela dit, ce énième épisode malheureux montre bien qu'il n'y a plus aucun pilote dans l'avion ; que si les choses continuent en l'état, Paul Biya pourrait laisser le pays s'embrasser sans même se rendre compte, tant il semble éloigné de la vie réelle.

L'autre enseignement dans cette affaire, est un avertissement sans frais pour ceux qui s'empressent à défendre tout acte du pouvoir : ils doivent savoir que pour sauver sa peau, ce dernier n'hésitera pas à les sacrifier si nécessaire.

Qui peut imaginer en ce jour la honte et le ressentiment de ceux qui voulaient envoyer l'écrivain contestataire en enfer ? Leur discrétion depuis ce matin les rend pitoyables et méprisables.

Pour masquer leur colère, ils y en a qui indiquent que Patrice Nganang aurait signé une lettre d'excuse : où est le problème ? Patrice Nganang est expulsé ; j'ai déjà indiqué qu'en mon temps, mon passeport avait été confisqué à l'aéroport pour m'empêcher de sortir du pays.

Le patron des services secrets et de la police d'alors Jean Fochivé, m'avait demandé d'écrire une belle lettre d'excuses à Paul Biya, précisant que jamais plus je ne dirai du mal de lui.

J'ai écrit et signé cette lettre : mon passeport m'a été rendu.

Mais si demain, on me présente ladite lettre, je nierai tout, même en présence de mes avocats. Dans ce type d'affaire, une signature n'engage que ceux qui y croient.

Franchement, si monsieur Biya aime un peu ce pays et s'il lui reste un peu de dignité, il devrait dans son discours de fin d'année, annoncer qu'il ne sera pas candidat à la présidentielle de 2018 : cela sauverai un peu son bilan des plus catastrophiques.

Benjamin Zebaze
